

21/JUR/32

Décision n° 2021/DG/21 du 24 février 2021 portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des professions paramédicales

1

La Directrice générale de l'Agence nationale du développement professionnel continu (DPC) ;

Vu le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1451-1 à L. 1451-4, L. 4021-6 et R. 4021-13 ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2016 modifié portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Agence nationale du DPC » ;

Vu l'arrêté du 24 juin 2019 portant nomination de la directrice générale du groupement d'intérêt public « Agence nationale du DPC » ;

Vu la décision n° 2020/28/DG modifiée du 29 décembre 2020 portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des professions paramédicales ;

Vu la Charte éthique du DPC du 23 octobre 2018 ;

DECIDE :

Article 1^{er} – Sont nommées, à compter du 24 février 2021, pour la durée du mandant restant à courir, membres de la commission scientifique indépendante des professions paramédicales :

1. Proposée par l'Union des ophtalmologistes français :
 - En tant que membre suppléante :
 - Mme Sylvie FIANCETTE, suppléante de Mme Jacqueline FROHMAN.
2. Proposées par la commission des préparateurs en pharmacie :
 - En tant que membre titulaire :
 - Mme Myriam MERLET.
 - En tant que membre suppléante :
 - Mme Séverine VALAT, suppléante de Mme Myriam MERLET.

Article 2 – Le Directeur du développement et de la qualité du développement professionnel continu est en charge de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de l'Agence nationale du DPC.

Fait le 24 février 2021,

2

Michèle LENOIR-SALFATI

Signé

Directrice Générale

Conformément à l'article 3 de la décision n° 2020/20/DG du 30 octobre 2020 portant mise en œuvre à l'Agence nationale du développement professionnel continu, à titre exceptionnel, de diverses mesures dans le cadre de la propagation du virus Covid-19, les décisions comporteront, à défaut de la signature de la Directrice générale, la mention « Signé ». Celle-ci vaut validation et signature de l'ordonnateur comme de l'autorité investie du pouvoir de nomination.